Num. 182

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1864

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese. *Inserzioni* 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	48	25	13
» Svizzera	»	56	30	16
» Roma (*franco ai confini*)	»	50	26	14

TORINO, Martedì 2 Agosto

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra e Belgio	»	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
1 Agosto	745,16	744,14	743,22	+30 0	+32,4	+34,3	+27,6	+31,5	+32,6	+21,6	N.N.E.	O.	E.S.E.	Sereno con vap.	Nuv. sparse	Nuv. sparse

PARTE UFFICIALE

TORINO, 1° AGOSTO 1864

—

Il N. 1840 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione sarà data all'accordo conchiuso tra l'Italia e la Francia e sottoscritto in Parigi addì 24 del mese di giugno del corrente anno 1864, il quale modifica alcune disposizioni della Convenzione sanitaria internazionale del 3 febbraio 1852 e del relativo Regolamento.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 30 giugno 1864

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant chargé M. le docteur Bo, Directeur général de la Santé maritime du Royaume d'Italie et M. le docteur Méller, Inspecteur général des services sanitaires de France, de se réunir en conférence à Turin pour examiner s'il serait utile d'étendre aux ports Italiens et Français de la Méditerranée les mesures appliquées aux arrivages en patente brute de fièvre jaune, dans les ports Français de l'Océan et de la Manche;

Les deux Gouvernements, après avoir pris connaissance de l'avis exprimé par leurs Délégués, le 27 janvier dernier, ont résolu de modifier, dans le sens des dispositions du Décret Impérial du 7 septembre 1863, la Convention sanitaire internationale du 3 février 1852 et le Réglement annexé à cette Convention;

En conséquence, les soussignés, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, et Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères de France, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les stipulations suivantes.

Art. 1. A l'avenir, et par dérogation à l'article 50 du Règlement sanitaire de 1852, dont le premier paragraphe est ainsi conçu: « La durée de la quarantaine « sera la même pour les bâtiments, les personnes et « les marchandises qui y seront assujétis, » les passagers, les hommes d'équipage, les navires et les marchandises pourront être assujétis à des quarantaines de durée différente.

Art. 2. Lorsque les arrivages auront lieu, en patente brute de fièvre jaune, soit par des navires principalement installés pour le transport rapide des passagers et ayant à bord un Médecin sanitaire commissionné, soit par des bâtiments de guerre qui seront reconnus sains, et lorsque les cales auront été suffisamment aérées pendant la traversée, les passagers et l'Agent des postes, par dérogation à l'article 4 de la Convention sanitaire de 1852, seront immédiatement admis à la libre pratique, s'il n'est survenu en mer aucun accident de fièvre jaune.

Lorsque, dans les mêmes conditions de navigation, il y aura eu des accidents de fièvre jaune pendant la traversée, la quarantaine sera de trois à sept jours pour les passagers et l'Agent des postes. Selon les circonstances, une décision ministérielle, rendue sur le rapport de l'Autorité sanitaire locale, pourra abaisser au dessous du *minimum* de trois jours la durée de cette quarantaine, et même prononcer l'admission immédiate à la libre pratique des passagers et de l'Agent des postes.

Quant aux hommes de l'équipage, au navire et aux marchandises, ils demeurent soumis aux mesures sanitaires dont la Convention et le Règlement de 1852 prescrivent l'application aux arrivages en patente brute de fièvre jaune.

Art. 3. Les navires mentionnés dans l'article précédent, qui ne satisferaient pas aux conditions qui y sont requises, et les bâtiments de commerce en général, seront, à leur arrivée, en patente brute de fièvre jaune, dans les ports Italiens et Français de la Méditerranée, assujétis aux mesures suivantes:

Toutes les fois qu'il y aura eu à bord un ou plusieurs cas de fièvre jaune, soit au port de départ, soit pendant la traversée, la quarantaine ne pourra être purgée que dans un port à lazaret. Les passagers et toutes les personnes dont la présence à bord ne sera pas indispensable seront immédiatement débarqués et tenus en observation. Le navire sera ventilé et assaini au fur et à mesure du déchargement des marchandises; cette opération terminée, il sera procédé à l'entière purification de toutes les parties du bâtiment. Selon la nature des marchandises les caisses, colis ou ballots seront ou ventilés et chlorurés extérieurement, et livrés ensuite au commerce, ou déposés au lazaret pour y subir les purifications réglémentaires.

Lorsqu'il n'y aura eu d'accident ni au port de départ, ni pendant la traversée, le bâtiment préalablement isolé sera soumis aux mesures de ventilation et d'assainissement prescrites par les Règlements. Les caisses, colis et ballots seront amenés sur le pont pour y être aérés et chlorurés extérieurement, avant leur admission à la libre pratique.

Dans l'un et l'autre cas, lorsqu'il sera reconnu que l'état de la cale ne présente aucun danger, l'Autorité supérieure pourra, sur la proposition du Directeur ou Agent de la santé, permettre d'achever dans le port le déchargement des marchandises.

Art. 4. Les passagers débarqués, en patente brute de fièvre jaune, soit des navires ordinaires de commerce, soit des paquebots ou des navires de guerre, qui ne satisferaient pas aux conditions requises par l'article 2 du présent Arrangement, restent assujétis aux dispositions prescrites par la Convention et le Règlement de 1852.

Mais la durée de l'observation à appliquer à ces passagers pourra, par décision spéciale de l'Autorité supérieure, être abaissée au-dessous du *minimum* réglémentaire.

Art. 5. Les règlements particuliers qui déterminent les mesures administratives applicables de part et d'autre, dans les cas ci-dessus mentionnés, devront être formulés de manière à présenter les conditions d'uniformité requises par le préambule du Règlement sanitaire de 1852.

Art. 6. Le présent Arrangement, dont les dispositions recevront leur application à partir du 1er juillet 1864, aura la même force et la même durée que la Convention sanitaire internationale du 3 février 1852.

Il sera soumis à l'approbation des Souverains respectifs.

Fait à Paris, le 24 juin 1864.

L. S. — NIGRA.

L. S. — DROUYN DE LHUYS

Il N. 1845 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il Regio Decreto 21 febbraio 1861, e l'altro 28 novembre detto anno;

Udita la relazione del Nostro Ministro della Marina,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Tutti gli alunni della Scuola preparatoria di Marina in Napoli, istituita con R. Decreto del 28 novembre 1861, i quali all'esame del 3.o anno per l'ammissione alla Scuola di Marina si trovassero di avere oltrepassata l'età prescritta, avranno ciò non pertanto diritto di essere ammessi al concorso.

Art. 2. È fatta pure facoltà al Nostro Ministro della Marina di fare ripetere il 3.o anno di corso della Scuola preparatoria, a quelli allievi della medesima, che nel concorso non raggiungessero i punti di merito voluti, purchè non fossero stati già rimandati in altro esame.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 10 luglio 1864.

VITTORIO EMANUELE.

E. CUGIA.

—

Il N. 1844 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene la seguente Legge:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. È aperto un nuovo concorso straordinario nell'anno corrente 1864 per ammissione a cento posti nella Scuola suppletiva degli Allievi a Guardia Marina, nelle formole e colle clausole stabilite dalla Legge 17 marzo 1864, n. 1713.

Art. 2. Le spese a ciò necessarie saranno inscritte nel bilancio passivo della Marina, parte straordinaria, per gli anni 1864 e 1865, in un capitolo apposito intitolato: *Corso straordinario suppletivo alle Regie Scuole di Marina.*

A tale effetto è aperto al Ministero della Marina un credito di L. 318,000 delle quali L. 53,000 nel bilancio 1864, e L. 265,000 in quello del 1865.

Ordiniamo che la presente, munita del Sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come Legge dello Stato.

Dat. a Torino addì 25 luglio 1864.

VITTORIO EMANUELE.

E. CUGIA.

Il N. 1421 della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il progetto di legge approvato dal Senato del Regno il 30 giugno 1863 per lo stabilimento di un corso suppletivo per gli aspiranti ai posti di Guardia Marina nello Stato Maggiore Generale della R. Marina;

Vista la relazione della Commissione della Camera dei Deputati 25 luglio 1863;

Considerando la necessità e l'urgenza di provvedere ai posti di Guardia Marina nella Regia Marina;

Sentito il parere del Consiglio dei Ministri;

Dietro proposta del Nostro Ministro per la Marina,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Alle vacanze esistenti nel numero delle Guardie Marina, le quali non si possono colmare coi mezzi consentiti dalla legge 4 dicembre 1858, sull'avanzamento nell'armata di mare, sarà provveduto nel modo prescritto dal presente Decreto.

Art. 2. È aperto un corso suppletivo alle RR. Scuole di Marina per aspiranti al posto di Guardia Marina di prima classe nello Stato Maggiore Generale della Regia Marina.

Il corso di cui nel precedente alinea sarà fornito:

a) Dagli Allievi delle Regie Scuole di Marina che al 1° del prossimo mese di novembre entrano rispettivamente nel 3.o e 4.o anno di corso;

b) Dai giovani che risulteranno tra i primi cento idonei in un esame di concorso regolato secondo viene prescritto dagli articoli seguenti. A parità di merito saran preferiti coloro che comprovino d'aver combattuto per l'indipendenza italiana.

Art. 3. L'esame di concorso di cui al § *b*) dell'articolo precedente sarà aperto col 1.o del prossimo mese di ottobre, e vi verranno ammessi i giovani che facciano constare:

a) Di essere Italiani;

b) Di essere fisicamente idonei alla vita di mare;

c) Di aver compiuto al 1° novembre prossimo il 16.o anno di età e di essere ancora nel 19.o.

Il limite superiore dell'età è esteso al 24.o anno non compiuto per coloro che fanno parte della gente di mare. I candidati però, che si trovino nell'età tra i 19 e i 24 anni, dovranno far constare di avere due anni di navigazione effettiva sulle navi dello Stato o sui bastimenti del commercio.

Art. 4. Essi giovani dovranno inoltre subire con successo un esame sulle seguenti materie, cioè:

Aritmetica,
Algebra elementare,
Geometria elementare,
Trigonometria,
Geometria analitica,
Elementi di fisica,
Elementi di geografia,
Elementi di lingua francese,
Lingua italiana,

il tutto a tenore dei programmi da stabilirsi con regolamento.

Art. 5. I giovani ammessi nel corso suppletivo in seguito all'anzidetto esperimento di esami saranno classificati per ordine di merito e dopo gli Allievi del 3.o e 4.o anno di corso delle Regie Scuole di Marina.

Si gli uni che gli altri, per la posizione e la disciplina militare, verranno considerati come Guardie Marina di 2.a classe, e ne vestiranno l'uniforme; percepiranno però le competenze delle Guardie Marina di prima classe imbarcate, fatta eccezione pel trattamento di tavola, che sarà per essi quello di una lira al giorno.

Art. 6. Nel corso suppletivo, i giovani ammessi debbono fare gli studi necessari ad acquistare le conoscenze tecniche e pratiche del mestiere marino. Il corso degli studi sarà compito a bordo di una nave dello Stato, giusta le norme da stabilirsi con apposito regolamento, e durerà dodici mesi.

Art. 7. La nave di cui all'articolo precedente sarà considerata, per gli effetti della legge 20 giugno 1851, siccome armata in tempo di pace.

Il tempo passato a bordo della nave anzidetta dai giovani ascritti al corso suppletivo, qualunque sia la loro provenienza, non sarà considerato come tempo di navigazione utile per la promozione a Sottotenente di vascello.

Per quelli già appartenenti alla marineria militare dello Stato sarà considerato però come continuazione del servizio militare.

Art. 8. Durante il periodo del corso suppletivo pei giovani che vi sono ascritti, restano sospesi gli effetti delle leggi sulla leva di terra e di mare.

Art. 9. Le nomine a Guardia Marina di prima classe avranno luogo appena compito l'anno di corso suppletivo.

I nominati al suddetto grado saranno ripartiti in tre classificazioni; si comprenderanno nella prima gli Allievi di quarto anno di corso delle Regie Scuole di Marina; nella seconda gli Allievi di terzo anno delle suddette Scuole; nella terza tutti i giovani menzionati alla lettera *b*) dell'art. 2.

L'anzianità, salva la precedenza determinata dall'ordine di classificazione, sarà regolata tra i compresi in una medesima classificazione per ordine di merito desunto dal risultato degli esami.

Gli esami avranno luogo per tutti quanti al termine del corso suppletivo, giusta il programma da determinarsi con regolamento di cui all'art. 6.

Saranno esclusi dalla nomina di Guardia Marina di 1.a classe:

a) Coloro che se ne fossero resi immeritevoli per cattiva condotta, a norma del prescritto agli articoli 24 e 34 § 4 del Decreto di riordinamento delle Regie Scuole di Marina in data 21 febbraio 1861;

b) Quelli che fossero stati dichiarati non idonei negli esami finali sulle materie del corso suppletivo;

c) Quelli che avranno dato prove di non essersi abbastanza assuefatti al mare.

Art. 10. I giovani esclusi per le circostanze indicate nell'articolo precedente agli alinea *b*) e *c*) saranno per altri 6 mesi esercitati nelle nautiche discipline e nella vita di bordo.

Ultimati i sei mesi avrà luogo un nuovo esame tecnico-pratico definitivo per la promozione a Guardia Marina di 1.a classe.

Non avranno promozione quei che si troveranno nei casi menzionati alle lettere *a*), *b*) e *c*) dell'articolo precedente.

Gli esclusi dalla nomina di Guardia Marina di prima classe non possono elevare pretese pel fatto di avere appartenuto al corso suppletivo, quindi saranno rimandati:

a) Alle Scuole di Marina i giovani da esse provenienti che avessero diritto a continuare il corso delle medesime per non trovarsi nelle condizioni stabilite dall'art. 22 dell'ordinamento 21 febbraio 1861;

b) Al Corpo cui appartenevano e nella primitiva loro condizione per continuarvi la ferma a cui sono obbligati pel fatto del loro arruolamento i giovani provenienti dalla marineria militare;

c) Alle loro case i giovani borghesi, e quelli provenienti dalle Scuole di Marina che non si trovano nelle condizioni stabilite dal precedente § *a*).

Art. 11. Per eccezione al prescritto dall'articolo precedente, i giovani esclusi pel motivo indicato al § *b*) dell'art. 9, qualunque sia la loro provenienza, potranno essere ammessi ad un nuovo corso suppletivo, qualora venisse ordinato con una legge successiva, e riunissero le condizioni di questa stabilite.

Ordiniamo che il presente Decreto, che sarà sottoposto all'approvazione del Parlamento onde essere convertito in legge, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 22 agosto 1863.

VITTORIO EMANUELE

E. CUGIA.

REGOLAMENTO

Per l'ammissione al corso suppletivo degli aspiranti al posto di Guardia Marina stabilito con Regio Decreto in data delli 22 agosto 1863.

Art. 1. L'esame a concorso degli aspiranti al posti di Guardia Marina nello Stato Maggiore Generale della R. Marina avrà luogo in Genova, Napoli ed Ancona successivamente.

Comincierà a Genova il 1° del prossimo venturo ottobre. La *Gazzetta Ufficiale del Regno* farà conoscere il giorno preciso in cui avrà principio il concorso in ciascuna delle altre due Città.

Art. 2. Le condizioni per l'ammissione al concorso sono:

1. di essere italiani;
2. di essere fisicamente idonei alla vita di mare;
3. di avere compiuto al 1° novembre prossimo il

18.o anno di età, essendo tuttavia nel 19.o.

Il limite superiore di età, è esteso al 24.o anno non compiuto per coloro che fanno parte della gente di mare. I candidati però che si trovino nell'età tra i 19 ed i 24 anni, dovranno far constare di avere due anni di navigazione effettiva.

La prima e terza delle condizioni sovra enunciate si giustifica colla presentazione di legale fede di nascita.

La seconda condizione si riempie col dimostrare di avere avuto il vaiuolo naturale o subito la vaccinazione, ed inoltre col sottoporsi alla visita d'un medico della R. Marina appositamente nominato che verifichi i sensi della vista e dell'udito, come pure la sanità, vigoria e buona conformazione dell'intero corpo.

Art. 3. Le domande per l'ammissione al concorso vogliono essere indirizzate ai Comandanti in capo dei Dipartimenti Marittimi in Genova, Napoli ed Ancona.

Le domande ora dette debbono essere redatte su carta da L. 1, indicare precisamente il casato, il nome ed il domicilio del padre, della madre o del tutore, la sede di esame presso cui s'intende presentare il candidato, ed essere corredate dei seguenti documenti legati in fascicolo colla loro descrizione.

1. Atto di nascita debitamente legalizzato;
2. Fede di vaccinazione o vaiuolo sofferto;
3. Fede di buoni costumi rilasciata dalle autorità comunali del luogo di domicilio del petente, di data non anteriore a venti giorni dall'epoca in cui sarà presentata.

Non si accetteranno più domande ad ammissione dopo del 25 settembre p. v.

Art. 4. La Commissione esaminatrice sarà nominata da questo Ministero e sarà composta di

Un Contr'Ammiraglio, *Presidente*,
Un ufficiale superiore di Vascello
Un luogotenente di Vascello segr.
Due professori della R. Università o altri Istituti locali scolastici. } *Membri*

Art. 5. I membri militari della Commissione esaminatrice si recheranno successivamente nei tre dipartimenti, mentre i professori saranno appositamente destinati nelle tre città sedi di esami.

Art. 6. L'esame di concorso sarà pubblico; desso avrà luogo successivamente su ciascuna delle seguenti materie:

Aritmetica,
Algebra elementare,
Geometria,
Trigonometria piana e sferica,
Geometria analitica,
Elementi di fisica,
Geografia,
Lingua francese,
Lingua italiana.

L'esame non potrà aggirarsi su altre teorie che quelle definite nei Programmi annessi a questo Regolamento.

Art. 7. I cento candidati idonei che a seguito degli esami di concorso risulteranno i primi, saranno ammessi a far parte del corso suppletivo. Dessi riceveranno annunzio di tale fatto col mezzo della *Gazzetta Ufficiale del Regno*, che darà loro nel tempo stesso le informazioni ulteriori occorrenti.

PROGRAMMI.

I.

ARITMETICA.

1. Definizione - Numerazione decimale - Teoria generale dei sistemi di numerazione di cui il 10 non è base.

Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione dei numeri intieri - Verificazione dei risultati di queste operazioni - Indipendenza di un prodotto dall'ordine con cui si moltiplicano i fattori.

2. Divisibilità dei numeri - Numeri primi - Numeri primi tra loro - Numeri divisibili per 2, 3, 5, 9, 11, 25 - Scomposizione di un numero nei suoi fattori primi - Ricerca del massimo comune divisore - Ricerca del più piccolo numero divisibile per numeri dati.

3. Frazioni ordinarie - Loro riduzione a minimi termini, allo stesso ed al più piccolo denominatore - Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione delle frazioni e dei numeri complessi, ossia composti di parte intiera e di parte frazionaria.

4. Frazioni decimali - Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione, fatte in modo da ottenere sole le cifre decimali delle quali si abbisogna - Approssimazione del risultato ottenuto allorquando si opera sovra numeri la cui approssimazione è nota - Riduzione delle frazioni ordinarie in decimali - Generatrice d'una frazione periodica.

5. Sistema metrico decimale - Misure di lunghezza, di superficie, di volume o di peso - Monete - Ragguaglio tra le nuove e le antiche principali misure e monete del Regno.

6. Ragione aritmetica, ed equidifferenza - Ragione geometrica, proporzione e sue proprietà principali - Ragione diretta e inversa - Regola del tre semplice e composta - Regola d'interesse e di sconto semplice - Regola di società, di cambio e di allegazione.

7. Potenze e radici dei numeri positivi ad esponenti ed indice intiero e positivo - Quantità irreduttibili od irrazionali - Estrazione della radice quadrata dei numeri intieri o frazionarii con una data approssimazione.

II.

ALGEBRA.

1. Interpretazione delle formole algebriche - Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione dei monomii - Regole dei segni, dei coefficienti, delle lettere e degli esponenti - Esponenti zero, ed esponenti negativi - Ordinamento, addizione, moltiplicazione e divisione dei polinomii - Polinomii omogenei, e loro grado.

2. Ricerca del massimo comune divisore dei monomii e dei polinomii - Elevazione a potenze, ed estrazione di radici dai monomii - Esponenti frazionari e negativi - Doppio segno delle radici con indice pari - Quantità immaginarie.

3. Riproduzione dei numeri positivi colle successive potenze di un dato numero - Logaritmi dei numeri prendendo il 10 per base - Ricerca del logaritmo di un dato numero - Logaritmo del prodotto e del quoziente di due numeri, di una potenza o radice di un numero.

4. Uso delle tavole dei logaritmi per la ricerca del logaritmo di un dato numero, o del numero corrispondente a un dato logaritmo - Caratteristica e mantissa - Uso delle parti proporzionali - Applicazione delle tavole dei logaritmi all'esecuzione dei calcoli aritmetici - Interessi composti - Potenza a cui debbe elevarsi un numero per ottenerne un altro.

5. Teoria del regolo calcolatore estesa ai numeri qualsiansi - Esecuzione pratica di moltiplicazioni, divisioni, proporzioni, elevazione a potenza ed estrazione a radice col regolo - Approssimazione ottenuta col regolo.

6. Risoluzione delle equazioni numeriche di primo grado ad una o più incognite - Casi di impossibilità o d'indeterminazione - Interpretazione dei valori negativi delle incognite.

7. Formole generali per la soluzione algebrica delle equazioni di primo grado a due e tre incognite - Discussione di queste formole nel caso di due incognite - Simboli $\frac{m}{0}$ e $\frac{0}{0}$

8. Risoluzione delle equazioni di secondo grado ad una incognita - Relazione tra i coefficienti e le radici della equazione $x^2 + p x + q = 0$ - Risoluzione delle equazioni riducibili al secondo grado - Questioni di massimo e minimo determinabili con equazioni di secondo grado.

9. Combinazioni e permutazioni - Formola del binomio per un esponente qualunque - Metodo dei coefficienti indeterminati - Sviluppo in serie delle funzioni trigonometriche.

III.

GEOMETRIA.

1. Linea retta - Sua misura - Comune misura di due rette - Angoli e loro misura - Divisione sessagesimale e centesimale - Proprietà degli angoli fatti da rette che s'incontrano in un punto.

2. Rette perpendicolari ed oblique - Misura della distanza fra un punto ed una retta - Luogo geometrico dei punti equidistanti da due punti dati.

Rette parallele - Loro equidistanza - Angoli fatti da due sistemi di parallele che si tagliano - Lunghezza delle parallele comprese fra parallele.

3. Triangoli, e varie specie dei medesimi - Somma degli angoli d'un triangolo - Casi semplici in cui due triangoli sono eguali - Proprietà del triangolo isoscele - Disposizioni dei lati di un triangolo scaleno rispetto ai suoi angoli.

4. Numero di condizioni necessarie per determinare un triangolo - Problemi sulla costruzione d'un triangolo.

5. Quadrilateri, e varie specie dei medesimi - Relazioni tra i loro lati, angoli e diagonali - Problemi sulla costruzione dei quadrilateri.

6. Poligoni regolari - Angoli dei medesimi - Costruzione dei poligoni regolari, il cui numero di lati è una potenza perfetta di due, ovvero una simile potenza moltiplicata per tre, o per cinque, o per quindici.

7. Circonferenza di circolo, e sue parti - Proprietà del raggio perpendicolare alla corda - Misura degli archi - Comune misura di due archi descritti collo stesso raggio, ovvero di due angoli.

Retta tangente ad un circolo - Circoli secantisi e circoli tangenti fra loro - Retta tangente a due circoli.

8. Descrizione di circonferenze tangenti a rette ed a circoli dati.

9. Misura d'un angolo per mezzo di archi il cui centro non coincida col vertice dell'angolo - Segmento di circolo capace di un angolo dato - Bisettrici degli angoli del triangolo di cui sono vertici i piedi delle tre altezze d'un triangolo.

10. Poligoni inscritti e circoscritti ad un circolo - Circoli tangenti a tre rette date, e loro raggi in funzione dei lati ovvero delle altezze del triangolo che le rette formano.

Casi in cui un quadrilatero si può inscrivere o circoscrivere ad un circolo - Casi dei poligoni regolari.

11. Area dei poligoni - Area del triangolo, del parallelogramma, del trapezio, di un poligono regolare - Trasformazione di un poligono qualsiasi in un triangolo equivalente - Area di un triangolo in funzione dei suoi lati.

12. Area del circolo e delle sue parti - Rapporto tra il perimetro di un poligono regolare che si sappia inscrivere in un circolo, ed il raggio del circolo - Rapporto tra la circonferenza di un circolo ed il suo diametro.

Misura della superficie di un poligono qualunque - Della superficie approssimata di una figura piana qualsiasi.

13. Figure simili - Modi ovvii di riconoscere la similitudine dei triangoli e quella dei poligoni qualunque - Ragione delle aree dei poligoni simili - Costruzione dei poligoni simili.

14. Divisione di rette e di triangoli per mezzo di rette in parti o la cui ragione sia determinata.

15. Relazione fra i lati d'un triangolo rettangolo, fra tali lati e le perpendicolari sull'ipotenusa - Estrazione delle radici quadrate dei numeri mediante costruzioni grafiche.

16. Relazione fra i lati d'un triangolo qualunque e la proiezione d'uno di essi sovra il lato adiacente - Relazione fra tali lati ed i segmenti fatti sovra essi dalle bisettrici degli angoli - Relazione fra i segmenti fatti sui lati d'un triangolo da una retta, ovvero da rette partenti dai vertici del triangolo e passanti per un punto solo.

17. Relazione fra i segmenti fatti da una circonferenza di circolo sovra rette passanti per uno stesso punto - Relazioni fra la corda, la sua proiezione sul diametro passante per l'estremo della corda, ed il diametro stesso, come pure fra la corda ed i segmenti fatti sul diametro che le è perpendicolare - Divisione di una retta in media ed estrema ragione.

18. Generazione del piano - Proprietà della retta perpendicolare al piano - Lunghezza relativa delle oblique condotte da un punto ad un piano - Angolo fatto da una retta ad un piano - Retta parallela ad un piano e sue proprietà.

Proprietà delle rette parallele nello spazio - Ragione delle loro proiezioni sovra uno stesso piano - Angoli a lati paralleli - Angolo e minima distanza di due rette che non s'incontrano.

19. Angolo diedro e sua misura - Piani perpendicolari - Proprietà delle intersezioni di tre piani fra loro perpendicolari - Piani paralleli, angoli che fanno con un piano od una retta che li intersechi, e segmenti che formano sopra rette parallele e sovra rette qualsiansi.

Angolo poliedro - Limiti fra cui è compresa la somma dei suoi angoli piani, e quella dei suoi angoli diedri - Limite della grandezza d'uno degli angoli piani rispetto alla somma degli altri - Casi in cui due angoli triedri, aventi tre elementi eguali, sono tra loro eguali o per sovrapposizione o per simmetria.

20. Misura dell'angolo poliedro - Relazione fra gli elementi d'un angolo triedro e quelli dell'angolo triedro formato da piani perpendicolari agli spigoli del primo - Costruzione dei rimanenti elementi d'un angolo triedro del quale si conoscono i tre angoli piani ed i tre angoli diedri, ovvero due angoli piani o diedri e l'angolo piano fra essi compreso.

21. Poliedri e diverse specie dei medesimi - Casi in cui due tetraedri sono eguali - Condizioni necessarie per determinare un tetraedro od un poliedro d'un determinato numero di faccie, di vertici e di spigoli.

Poliedri regolari, e loro numero - Relazione fra il cubo, l'ottaedro, ed il tetraedro regolari - Rombo dodecaedro - Romboedro - Prismi - Tronchi di prisma - Sviluppo della loro superficie.

22. Equivalenza dei volumi di parallelepipedi, ovvero di piramidi di base equivalente e di eguale altezza - Volumi dei prismi, delle piramidi, dei tronchi di piramidi a basi parallele, dei tronchi di parallelepipedi, del prisma triangolare, e del prisma regolare.

23. Poliedri simili - Similitudine completa, e similitudine di simmetria - Ragione delle loro linee e faccie omologhe e dei loro volumi.

24. Cilindro a base circolare - Sezioni parallele alla base od all'asse - Sezione antiparallela del cilindro obliquo - Piani tangenti al cilindro - Volume del cilindro e del tronco di cilindro - Superficie del cilindro e del tronco di cilindro retto - Cilindri simili.

25. Cono a base circolare - Sezioni parallele alla base o passanti pel vertice - Sezione antiparallela del cono obliquo - Piani tangenti al cono - Coni simili.

26. Volume del cono e del tronco di cono - Sviluppo delle superficie del cono retto e del suo tronco. Superficie generata da una retta girante attorno ad un asse - Volume del solido generato dalla rotazione d'un triangolo attorno ad un asse passante per uno dei suoi vertici.

27. Sfera - Sezioni della medesima, e loro poli - Piani tangenti alla sfera - Sfere che si tagliano, o sono fra loro tangenti - Proiezione stereografica d'un circolo minore della sfera - Superficie della sfera, della calotta, della zona e del fuso sferico - Volume della sfera, del settore, del segmento, e dello spicchio sferico.

28. Poligono sferico, e suoi elementi - Limiti fra cui varia la somma dei lati o degli angoli d'un poligono sferico d'un dato numero di lati - Limite della grandezza di un lato rispetto alla somma degli altri - Via più corta tra due punti sulla superficie della sfera - Triangolo sferico, e suo triangolo polare - Superficie del poligono sferico.

29. Sfere inscritte o circoscritte a poliedri, a coni o a prismi - Raggi delle sfere tangenti ai quattro piani determinati dalle faccie d'un dato tetraedro.

IV.

TRIGONOMETRIA.

Formole generali.

1. Linee trigonometriche - Relazioni tra quelle che si riferiscono allo stesso angolo - Andamento del loro segno e valore allorchè gli angoli eccedono 90, o diventano negativi - Modo di calcolare i valori delle linee trigonometriche degli angoli successivi - Ricerca dei valori di queste linee nelle tavole dei logaritmi.

2. Seno e coseno della somma o differenza di due archi in funzione dei seni e coseni di questi archi - Tangenti della somma e differenza di due archi in funzione delle tangenti di questi archi.

3. Seno, coseno e tangente degli archi doppii o metà di altri archi dei quali si conosce pure il seno, il coseno o la tangente - Somma di due seni, coseni oppure tangenti, tasformata in formola più comodamente calcolabile coi logaritmi.

Triangoli rettilinei.

4. Varie relazioni fra i lati di un triangolo qualunque e le linee trigonometriche dei suoi angoli.

5. Soluzione analitica d'un triangolo qualunque - Soluzione logaritmica - Caso particolare d'un triangolo rettangolo - Casi dubbi.

6. Uso del regolo calcolatore per la risoluzione approssimativa dei triangoli.

Triangoli sferici.

7. Relazione tra le linee trigonometriche dei lati e degli angoli d'un triangolo sferico qualunque.

8. Soluzione analitica dei triangoli sferici qualunque - Soluzione logaritmica - Formole di Nepero - Caso particolare dei triangoli rettangoli.

9. Discussione generale dei casi dubbi.

V.

GEOMETRIA ANALITICA.

1. Uso dell'Algebra per mettere in equazione e risolvere i problemi geometrici - Interpretazione dei valori negativi delle incognite - Omogeneità delle formole.

2. Costruzione delle espressioni algebriche - Risoluzione grafica delle equazioni di secondo grado ad una sola incognita.

3. Come si determini la posizione di un punto in un piano - Coordinate rettilinee: loro assi, loro origine - Distanza di due punti - Trasformazione delle coordinate rettilinee.

4. Luoghi geometrici - Come si rappresentano con equazioni - Equazioni della linea retta - Linea retta che passa per due punti dati, ovvero che passando per un punto dato è parallela o perpendicolare ad un'altra retta data - Angolo di due rette date.

5. Equazione del circolo - Tangente d'un circolo in un punto dato. Corde comuni a due circoli - Assi e centri radicali - Problemi relativi alla linea retta ed al circolo.

6. Divisione delle linee in ordini - L'equazione generale di primo grado appartiene alla linea retta.

Equazione generale delle linee di secondo ordine - Sua costruzione e divisione di queste linee in tre generi - Diametri - Numero di condizioni necessarie per individuare una linea di secondo ordine.

7. Riduzione dell'equazione delle linee di secondo ordine alla forma più semplice, mediante il cambiamento delle coordinate primitive, qualunque sia il loro angolo, in altre ortogonali.

Centro ed assi - Perimetro - Condizioni d'ineguaglianza a cui devono soddisfare i punti esterni od interni alla curva.

Un sistema di due linee rette può riguardarsi come una linea di second'ordine.

8. Ellisse - Asse minore e asse maggiore - I quadrati delle ordinate perpendicolari ad uno degli assi sono proporzionali ai prodotti dei seguenti corrispondenti che formano sul medesimo asse.

Ragione delle stesse ordinate alle ordinate corrispondenti del circolo che ha quell'asse per diametro - Costruzione dell'ellisse per punti.

9. Asse traverso ed asse secondo dell'iperbola - Asse della parabola - Ragione dei quadrati delle ordinate perpendicolari all'asse della parabola o all'asse traverso dell'iperbola - Costruzione di queste due curve - Iperbola equilatera.

10. Fuochi - La somma dei raggi vettori nell'ellisse e la loro differenza nell'iperbola è costante - Eccentricità: direttrici - Ragione costante delle distanze di ogni punto della curva da un fuoco e dalla direttrice vicina al medesimo fuoco - Nella parabola ogni punto della curva è egualmente lontano dal fuoco e dalla direttrice.

Uso di queste proprietà per la descrizione dell'ellisse, dell'iperbola e della parabola.

11. Equazioni della tangente e della normale in un punto d'una linea di second'ordine - Espressioni della sotto-tangente e della sotto-normale - Come servono a costrurre la tangente in un punto della curva.

12. La normale nell'ellisse e la tangente nell'iperbola dividono in metà l'angolo formato dai raggi vettori - Nella parabola la tangente fa angoli eguali col raggio settore e coll'asse - Uso di queste proprietà per condurre una tangente alla curva sì da un punto della stessa curva che da un punto esterno.

13. I diametri dell'ellisse e quelli dell'iperbola passano pel centro della curva - Le corde che un diametro divide in parti eguali sono parallele alla tangente condotta per ciascuna estremità di questo diametro.

Diametro dell'iperbola che non incontra la curva.

14. La parabola può riguardarsi come una ellisse in cui l'asse maggiore cresce indefinitamente, restando costante la distanza dal fuoco al vertice più vicino.

Tutti i diametri della parabola sono paralleli all'asse e viceversa. Le corde che un diametro divide in due parti eguali sono parallele alla tangente condotta per l'origine di questo diametro - Equazione della parabola riferita ad un diametro e alla tangente che passa per l'origine del medesimo.

15. Assintoti dell'iperbola - Equazione dell'iperbola riferita a'suoi assintoti.

16. Come le costruzioni possono chiarire e facilitare la risoluzione numerica delle equazioni.

VI.

FISICA SPERIMENTALE.

1. Costituzione dei corpi - Attrazione e repulsione - Gravitazione universale - Altre proprietà generali della materia.

2. Direzione della gravità terrestre - Sua intensità - Legge della caduta dei gravi - Pendolo - Bilancia - Condizioni per la sua esattezza e sensibilità.

3. Idrostatica - Principio della trasmissione delle pressioni - Condizioni d'equilibrio d'un liquido - Vasi comunicanti - Paradosso idrostatico - Torchio idraulico - Condizioni di galleggiamento di un corpo qualunque - Peso di un galleggiante.

4. Pesi specifici - Bilancia idrostatica - Areometri - Densità.

5. Peso dell'aria - Barometro - Barometro marino - Misura delle altezze col barometro.

6. Forza elastica dei gaz - Legge di Mariotte - Equilibrio dei gaz - Costituzione dell'atmosfera - Areostati.

7. Macchina pneumatica - Tromba aspirante - Tromba aspirante e premente - Sifone.

8. Calorico - Dilatazione dei corpi - Termometri - Pirometri.

9. Dilatazione lineare e cubica dei solidi - Pendoli compensati - Dilatazione dei liquidi - Massimo di densità dell'acqua - Dilatazione dei gaz.

10. Cambiamenti di stato dei corpi - Fusione e solidificazione - Loro leggi - Calorico latente di fusione - Vaporizzazione e condensazione, loro leggi, calorico latente di vaporizzazione.

11. Misura della forza elastica dei vapori, loro espansione - Condensatori, caldaie e macchine a vapore - Unità di calorico - Misura del calorico latente.

12. Elettricità statica - Due elettricità - Conduttori - Distribuzione dell'elettricità sulla superficie dei corpi; caso delle punte, parafulmine - Macchina elettrica comune - Macchina di Armstrong - Elettroscopio - Elettroforo - Batteria di Leida.

13. Magnetismo - Calamite naturali ed artificiali - Poli ed asse - Azione reciproca dei poli di due calamite - Calamitazione per influenza - Forza coercitiva.

14. La terra è una gran calamita; poli, meridiani; equatori magnetici - Declinazione ed inclinazione dell'ago calamitato - Influenza della terra direttamente sul ferro delle navi e indirettamente sull'ago calamitato e sull'andamento dei cronometri.

15. Elettricità dinamica - Galvani - Pila di Volta - Coppie di Bunsen e di Grove - Effetti fisici della pila: luce, calorico - Effetti chimici della pila per comporre e scomporre i corpi - Indoratura galvanica - Effetti fisiologici della pila.

16. Elettro-magnetismo - Calamitazione d'un ago col mezzo della corrente elettrica - Solenoidi - Telegrafo elettrico - Macchine motrici elettriche.

17. Luce - Ipotesi dell'emissione e dell'ondulazione - Riflessione della luce - Sue leggi - Specchi piani, convessi e concavi - Specchi ustorii - Refrazione della luce - Sue leggi - Indice di refrazione - Refrazione atmosferica - Prisma - Spettro solare - Colori primitivi e composizione di tinte composte - Righe dello spettro - Differenza essenziale tra le luci di diversa sorgente - Lenti sferiche concave, convesse, concavo-convesse o convesso-concave - Cannocchiali.

18. Acustica - Legge di trasmissione del suono - Velocità del suono - Riflessione del suono - Portavoce.

VII.

GEOGRAFIA.

1. Forma generale della terra - Circoli massimi più notabili - Come si determina la posizione di un punto sulla superficie terrestre - Idée generali di cosmografia - Divisione della terra in continenti e mari.

2. Geografia fisica delle cinque parti del mondo, cioè: descrizione generale della loro forma, posizione relativa, montagne, fiumi, produzioni dei tre regni, climi, abitanti - Divisione geografica delle nazioni.

3. Geografia fisica dell'Italia in particolare.

4. Geografia fisica dei mari - Loro configurazione, nomi, profondità, golfi, stretti, capi, porti, maree - Venti regolari ed irregolari - Correnti marine principali.

5. Geografia politica delle cinque parti del mondo, cioè: descrizione della divisione arbitraria in nazioni dell'orbe terracqueo - Nome delle città principali - Costumi dei varii popoli - Loro governi - Loro industrie - Loro religione - Loro popolazione - Loro forza militare di mare e di terra - Loro ricchezza - Loro influenza politica.

6. Geografia politica dell'Italia - Minuta descrizione della medesima sotto i moltiplici aspetti enunciati nel numero precedente.

VIII.

LINGUA FRANCESE.

Essere in caso di fare una traduzione a libro aperto d'un libro francese.

IX.

LINGUA ITALIANA.

Scriverla correttamente e con perfetta ortografia.

Torino, 26 agosto 1863.

Il Ministro E. CUGIA.

Quantunque questo Regolamento sia firmato in data 26 agosto 1863 pure deve intendersi applicabile in tutti i singoli articoli per l'ammissione dell'anno corrente restando anche identiche le indicazioni delle epoche relative alla presentazione delle domande per ammissione e per l'apertura del concorso.

Con Decreti del 20 e 25 spirato luglio S. M. si è degnata di promuovere a Commendatore nell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro:

Sulla proposta del Ministro per gli Affari Esteri, Bruni.

Sulla proposta del Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio ha pure nominato nello stesso Ordine,

Ufficiale

Tolomei Giacomo;

Cavaliere

Rivolta professore Paolo Gaudenzio, ingegnere architetto.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DE' CULTI

Dovendosi provvedere alla nomina di *sei* volontari in questo Ministero di Grazia e Giustizia e dei Culti per mezzo di pubblico concorso,

Decreta:

Art. 1. L'esame pel conferimento dei posti suddetti avrà luogo in Torino nel giorno dodici e seguenti del pross. venturo mese di settembre in una delle sale del Ministero davanti una speciale Commissione che all'uopo sarà nominata.

Art. 2. L'esame sarà scritto ed orale.

L'esame scritto consisterà nella risoluzione d'un quesito tratto dalle materie che formano il soggetto dell'esame orale.

L'esame orale verserà sulle materie seguenti:

Diritto civile;
Diritto penale;
Diritto amministrativo;
Storia della legislazione.

Art. 3. Coloro che non saranno approvati nell'esame scritto non potranno essere ammessi all'esame orale.

Art. 4. Compiuti gli esami, quelli reputati idonei verranno dalla Commissione graduati secondo il loro merito comparativo.

Art. 5. I posti si conferiranno a quelli che saranno risultati i migliori nel complesso dei due esami. Gli altri, benchè riconosciuti idonei, non potranno conseguire la nomina di volontario se non in seguito di nuovo concorso.

Art. 6. Per ottenere l'ammessione all'esame è necessario:

Aver riportato la laurea in leggi in un'Università italiana;

Essere cittadino;

Non aver mai subito condanna per crimine o delitto.

Art. 7. Ogni aspirante dovrà presentare la sua domanda in carta da bollo da L. 1 corredata dai titoli giustificativi, non più tardi del 15 agosto, al Ministero, o direttamente o per mezzo dell'ufficio del Procuratore Generale del rispettivo Distretto. Alla domanda unirà l'atto di nascita, indicando in essa l'ultimo suo domicilio.

Torino, il 29 maggio 1864.

Il Ministro G. PISANELLI.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — TORINO 1° *Agosto*.

MINISTERO DELL'INTERNO.

Avviso di concorso per due posti di medico ordinario nel Sifilicomio di Napoli.

Dovendosi provvedere a due posti di medico ordinario vacanti nel Sifilicomio di Napoli, ai termini di quanto è disposto nell'articolo 3 del regolamento approvato con Real Decreto del 25 settembre 1862, n. 869, s'invitano coloro che vogliono concorrere per titoli ai posti summentovati a far pervenire al Ministero, entro il termine di due mesi dalla data del presente avviso, le loro dimande, accompagnate dai documenti indicati all'articolo 2 del regolamento istesso.

Torino, 30 luglio 1864.

Pel Ministro, S. SPAVENTA.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Per norma degli aspiranti ai posti del Collegio Carlo Alberto per gli studenti delle Provincie si rende noto che l'Amministrazione della fondazione Vandone ha stabilito che i quattro posti della fondazione medesima esposti in quest'anno al concorso siano conferiti: quanto a due, per lo studio delle belle lettere; quanto ad uno, per lo studio della medicina e chirurgia; quanto all'ultimo, per lo studio della teologia.

L'Amministrazione suddetta poi ha portata la pensione degli allievi di quella fondazione da L. 65 a L. 70 mensili.

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DEL TESORO DI TORINO.

Esami di concorso per l'ammessione di volontari alla carriera superiore nell'Amministrazione compartimentale del Tesoro di Torino.

A norma del disposto dal cap. XVI del regolamento approvato col R. Decreto 13 dicembre 1863, n.° 1582, e dal cap. II delle successive istruzioni ministeriali in data 1 corrente mese di luglio, nei giorni 29 e 30 agosto prossimo venturo avranno luogo presso la Direzione del Tesoro di Torino, nel locale di S. Teresa, via dell'Arsenale, n. 5, gli esami di concorso per l'ammessione a volontario nella carriera superiore nell'Amministrazione compartimentale del Tesoro.

Le dimande di ammessione al concorso dovranno essere in carta da bollo da centesimi 50, ed indicare precisamente il casato, il nome ed il domicilio dell'aspirante; tali dimande saranno trasmesse alla Direzione del Tesoro di Torino non più tardi del giorno 15 detto mese di agosto, termine di rigore, trascorso il quale non saranno più accettate.

L'aspirante al posto di volontario deve giustificare:

I. Aver compiuta l'età d'anni 18, e non oltrepassata quella d'anni 30;

II. Essere italiano e domiciliato nello Stato;

III. Essere di buona condotta.

Il certificato relativo sarà rilasciato dal Sindaco del Comune nel quale l'aspirante ha domicilio, autenticato dal Sotto-Prefetto del Circondario;

IV. Avere conseguito almeno la licenza in un liceo o in un istituto tecnico superiore.

Oltre gli accennati documenti dovrà il ricorrente corredare la istanza da un'obbligazione, in carta da bollo da cent. 50 ed esente dal registro, del padre, o di una terza persona, di mantenere esso ricorrente per tutto il tempo del suo volontariato, ovvero da un certificato che provi aver egli mezzi di fortuna sufficienti pel suo sostentamento. La obbligazione o il certificato deve essere autenticato dal Sindaco locale per la verità della firma e dell'esposto in linea di solvibilità.

La Direzione, riconosciuti i requisiti voluti, avviserà tosto per iscritto il candidato circa la sua ammessione agli esami.

Gli esami sono di due specie, l'uno in iscritto e l'altro verbale.

L'esame in iscritto consiste:

a) In un componimento sopra un tema, che verrà dato dal direttore al momento che incomincierà l'esame stesso;

b) Nello scioglimento di un problema di aritmetica sino ed inclusa la regola semplice di proporzione, colla dimostrazione del modo di operare e dell'esattezza del calcolo;

c) Nello scioglimento di un tema sui primi elementi di economia politica e statistica.

L'esame a voce consiste in dimande verbali:

a) Sopra gli elementari principii del diritto amministrativo, sulla costituzione dei Poteri, sull'ordinamento dello Stato, sui dati statistici del Regno.

b) Sulle operazioni principali di computisteria, sulle leggi e discipline di contabilità e di amministrazione generale dello Stato;

c) Sulle altre nozioni generali che deve aver acquistato il candidato nel corso de'suoi studi.

Possono anche presentarsi al concorso volontari od aspiranti volontari di altre Amministrazioni, purchè posseggano i necessari requisiti, e si assoggettino ai relativi esami.

Torino, addì 25 luglio 1864.

Il Direttore compart. del tesoro GONELLA.

ESTERO

PRINCIPATI-UNITI. — Ecco il testo del proclama del Principe Cuza, pubblicato il 19 luglio e diretto alla nazione rumena:

Rumeni!

Col mio proclama del 2 maggio scorso io vi ho esposto i motivi di grave necessità che mi han costretto a sciogliere l'assemblea elettiva, fondata sulle basi della seconda nota annessa alla convenzione del 7 agosto 1858, e a far appello alla nazione perchè essa giudicasse fra il vostro eletto e l'assemblea disciolta.

Nel tempo stesso io vi ho esposta la cagione che per quattro anni hanno impedito alla Rumenia di progredire.

Queste ragioni erano, da una parte lo spirito di partito che predominava nei lavori della maggioranza dell'assemblea, e d'altra parte l'indole difettosa della legge elettorale.

Nei giorni trascorsi dal 10 al 14 maggio la nazione con 682,621 voti ha risposto all'appello del vostro Principe ed ha approvato i principii dello Statuto e della legge elettorale sottoposta al suo suffragio.

Tuttavia queste nuove istituzioni votate dalla nazione modificavano parecchi articoli di una convenzione europea e sopprimevano la seconda nota annessa a quella convenzione, vale a dire la legge elettorale.

Una riforma tanto considerevole aveva dunque bisogno del riconoscimento della Corte sovrana e delle Potenze garanti dell'esistenza politica della Rumenia, le quali avevano sottoscritto la convenzione.

Io vi ho dette queste cose fin dal principio.

Il giorno del 21 maggio, quando l'alta Commissione *ad hoc* depose nelle mie mani l'espressione della volontà nazionale, io vi dissi queste parole:

« Dopo aver garantito con trattati solenni la nostra esistenza politica, le alte Potenze garanti vorranno colla stessa benevolenza assicurarci le istituzioni che l'eletto del paese e l'unanimità dei vostri suffragi han giudicato indispensabili alla prosperità della Rumenia. »

Alcuni giorni dopo io vi annunziai che andavo a Costantinopoli per fortificare l'autonomia del paese mediante un nuovo accordo internazionale.

Le mie speranze e le vostre si sono avverate.

S. M. il Sultano, nostro augusto sovrano, e le Potenze garanti han riconosciuto le nuove istituzioni della Rumenia create dal plebiscito del 10 e 14 maggio 1864.

Gli atti che in oggi promulgo e che reco a vostra conoscenza vi convinceranno che le modificazioni da me adottate d'accordo colla Sublime Porta, e coll'adesione di tutte le Potenze garanti, non cangiano e non toccano menomamente l'esistenza e le basi fondamentali delle istituzioni approvate dalla nazione.

E d'altronde queste modificazioni sono soltanto provvisorie: esse potranno essere trasformate e compiute dai corpi legislativi nella loro prossima sessione.

Avvegnachè, o Rumeni, io debbo dirvi, e potete da voi stessi convincervene, da oggi soltanto la Rumenia rientra nella sua autonomia interna, compresa nelle nostre antiche capitolazioni conchiuse con la Sublime Porta e garantite dal trattato di Parigi.

Finora infatti questa autonomia era violata per molti rispetti. Che cos'era, per esempio, la seconda nota annessa alla convenzione, vale a dire la legge elettorale che non si poteva modificare se non mediante un consenso venuto di fuori?

Questa volta le alte Potenze, tenendo conto dei nostri antichi diritti e del trattato di Parigi, col quale l'Europa ha preso sotto la sua garanzia la nostra esistenza politica, hanno confermato in tutta la sua pienezza la autonomia interna. A capo dell'atto col quale sono state riconosciute le comuni istituzioni, la Sublime Porta, d'accordo colle Potenze garanti, ha scritto queste parole:

« I Principati Uniti potranno in avvenire modificare e mutare le leggi che concernono l'amministrazione interna col concorso legale di tutti i poteri stabiliti e senza alcun intervento straniero. »

Oggi dunque, oggi soltanto la nazione rumena riacquista la sua autonomia. Ormai essa potrà modificare e migliorare le sue istituzioni interne senza alcun intervento straniero.

ALESSANDRO GIOVANNI.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 2 AGOSTO 1864

DIARIO

Un telegramma di Vienna del 1 o agosto annunzia che nel giorno stesso, dopo una seduta di 4 ore, furono sottoscritti i preliminari di pace e un armistizio di tre mesi.

— Nella seduta della Camera dei Comuni del 29 luglio, che ha preceduto la chiusura del Parlamento inglese, Sir. H. Verny domandò al primo lord della tesoreria se, la Francia e l'Inghilterra avendo dichiarato che a parer loro non si potrebbe venire ad un definitivo accomodamento della quistione dello Schleswig-Holstein, senza il consenso delle popolazioni di quei paesi sia per mezzo dei loro organi costituzionali o altrimenti, il Governo di S. M. in concerto col Governo di S. M. l'Imperatore dei Francesi abbia preso misure per insistere presso il Governo di Prussia sulla ragionevolezza di non allontanarsi da questo principio, e sull'importanza, nell'interesse della pace europea, di agire in proposito quanto più presto sia possibile.

Lord Palmerston rispose che, finchè il Governo di S. M. agiva nelle Conferenze d'accordo colle altre Potenze, si facevano necessariamente suggerimenti e proposizioni, ma la Conferenza essendo finita i negoziati erano terminati. Questi negoziati avendo ora luogo fra le parti belligeranti, il Governo di S. M. non intendeva d'ingerirsi più in questo affare.

Una corrispondenza di Nuova York, pubblicata nel *Moniteur Universel*, contiene dei particolari sulla invasione dei Confederati in Pensilvania e nel Maryland. Grant è sempre fermo davanti Petersburg. I Confederati manovrano sulla sua sinistra allo scopo di tagliarlo fuori.

Il vapore *America* giunto da Alessia reca notizie di Calcutta e Singapur del 22 giugno e di Hongkong del 13 dello stesso mese.

Secondo ragguagli da Sciangai, confermasi che il Corpo del colonnello Gordon fu sciolto. Otto o dieci degli ufficiali inglesi istruiti nell'artiglieria presero servizio nell'esercito del Futae; dei soldati cinesi, 150, appartenenti all'artiglieria, entrarono pure nelle schiere imperiali, e 450 furono incorporati in un corpo chiamato il reggimento di Cardew e stanziato a poche miglia da Sciangai. Gli altri, in numero di 2000, furono licenziati. Il colonnello Gordon rimarrà ancora qualche tempo nella provincia, probabilmente sinchè Nankin sia presa.

Un fratello del Futae muoverà con 10,000 uomini contro i ribelli, i quali, dopo la loro fuga da Honchow e dalle altre piazze prese due mesi sono, infestarono la provincia di Kiangsi.

Dal Giappone riferiscono che sir R. Alcock, inviato britannico, ritornò a Yukuhama da Yeddo, ove si prendono disposizioni per alloggiare truppe inglesi vicino alla città. Una parte del 20 reggimento si reca immediatamente a Yukuhama. Corre voce che quest'ultima città sia minacciata da alcune truppe giapponesi che si vanno avvicinando, sotto gli ordini del principe Ciusiu. Del resto, regna sempre la stessa incertezza sulle disposizioni del Governo giapponese.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Vienna, 1 *agosto*.

I giornali annunziano che ieri furono sottoscritti i preliminari della pace che sarebbero i seguenti:

« Cessione assoluta dei Ducati, compresi alcuni punti del Jutland, eccetto il distretto di Ribe. L'isola di Alsen e le altre isole del mare del Nord rimarranno allo Schleswig; ma la Danimarca conserverà l'isola di Arroe nel Baltico. La rettificazione della frontiera si effettuerà dal punto di vista strategico. »

Parigi, 1 *agosto*.

Notizie di borsa.

Fondi Francesi 3 0/0 (chiusura)		— 66	(*)
Id. id. fine mese		— 66 30	
Id. id. 4 1/2 0/0		— 94 30	
Consolidati Inglesi 3 0/0		— 90	
Id. italiano 5 0/0 in contanti		— 68	
Id. id. id. fine corrente		— 68	
Id. id. fine mese		68 35	
(Valori diversi)			
Azioni del Credito mobiliare francese		— 982	
Id. id. id.	italiano	—	
Id. id. id.	spagnuolo	— 606	
Id. str. ferr. Vittorio Emanuele		— 345	
Id. id. Lombardo-Venete		— 535	
Id. id. Austriache		— 427	
Id. id. Romane		— 335	
Obbligazioni		— 227	

Dicesi che sia stato aumentato lo sconto a Londra.

(*) Liquidazione.

Nuova York, 23 *luglio*.

Dicesi che Atalanta sia stata presa. Una sortita dei Separatisti fu respinta con gravi perdite. Sherman tagliò tutte le linee di ritirata a Hood.

Clay e Halcomb rappresentanti semi-ufficiali del Sud dichiararono che si recherebbero a Washington per discutere le proposte di pace sebbene non siano accreditati da Davis.

Lincoln rispose che tratterebbe volentieri qualunque proposta tendente a ristabilire la pace sulle basi dell'integrità dell'Unione e dell'abolizione della schiavitù.

Clay e Halcomb rifiutarono quindi di recarsi a Washington dacchè la risposta di Lincoln impediva loro ogni trattativa fissando preventivamente le condizioni della pace e dichiararono che se la pace deve essere ottenuta mediante un atto di sommissione assoluta, non è ancor nata la generazione che la vedrà ristabilita.

Oro 254 3/4. Cambi 272. Cotone 162.

Londra, 1 *agosto*.

Il *Morning Post* dice che la politica della Prussia tende ad annettersi i Ducati ed abbattere le istituzioni liberali nel Nord d'Europa.

Il *Morning Herald* crede che la Prussia si annetterà o i Ducati o l'Oldenburg e indennizzerà la Francia cedendole Saarlouis.

Parigi, 1 *agosto*.

Il *Moniteur* pubblica una lettera dell'Imperatore in cui dichiara che non vuole che l'*Opéra* sia terminata prima dell'*Hôtel-Dieu* di cui non fu ancora posta la prima pietra. S. M. prega di cominciare prontamente i lavori.

Vienna, 1 *agosto*.

Oggi la Conferenza, dopo una seduta di 4 ore, sottoscrisse i preliminari di pace e un armistizio per 3 mesi.

Parigi, 2 *agosto*.

Il *Moniteur* pubblica la decisione motivata dell'Imperatore relativa alla vertenza dell'istmo di Suez. L'indennità da darsi dal Governo egiziano alla Compagnia è fissata a 84 milioni.

Dresda, 2 *agosto*.

Beust fu interpellato alla Camera sui passi che ha fatto la Sassonia relativamente all'affare di Rendsburg. Il ministro comunicò la dichiarazione fatta dal Governo sassone nell'ultima seduta della Dieta; dichiarò che l'occupazione di Rendsburg è una violazione del diritto della Dieta e un insulto alle truppe federali; terminò dicendo che si deve provvedere contro quest'atto di violenza eseguito da una Potenza confederata.

Nuova York, 23 *luglio*.

Greely annunziò dalla tribuna che la pacificazione non è così difficile nè così lontana come si suppone.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI
BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

2 Agosto 1864 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0/0. C. d. m. in cont. 68 10 15 05 10 — corso legale 68 10 — in liq. 68 15 15 25 27 1/2 10 p. 31 agosto, 68 20 p. 30 7bre.

BORSA DI NAPOLI — 1 Agosto 1864.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidato 5 0/0, aperta a 68 10 chiusa a 68 05.
Id. 3 per 0/0, aperta a 43 chiusa a 43.

BORSA DI PARIGI — 1 Agosto 1864.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

	giorno precedente			
Consolidati Inglesi	L. 90 2/8		90	»
3 0/0 Francese	» 66	»	66	25
5 0/0 Italiano	» 67	95	67	95
Certificati del nuovo prestito	» »	»	»	»
Az. del credito mobiliare Ital.	» 505	»	»	»
Id. Francese	» 978	»	983	»
Azioni delle ferrovie				
Vittorio Emanuele	» 347	»	350	»
Lombarde	» 528	»	535	»
Romane	» 337	»	335	»

G. FAVALE gerente.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

Tabella indicativa dei beni demaniali che si pongono in vendita in esecuzione della legge 21 agosto 1862, num. 793, nella provincia di Cagliari.

Situazione degli stabili		Se rustici od urbani	Numero complessivo dei lotti in ragione dei luogo ove si tengono gl' incanti	Corrispondente loro valore complessivo	Luogo ove si aprirà l'asta	Data della medesima
Provincia	Comune					
Cagliari	Gonnesa e Carloforte	Rustici	2	279880 35	Cagliari Direz. ne Dem. le	12 agosto 1864

Cagliari, 11 luglio 1864.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

Tabella indicativa dei beni demaniali che si pongono in vendita in esecuzione della legge 21 agosto 1862, num. 793, nella provincia di Ancona.

Situazione degli stabili		Se rustici od urbani	Numero complessivo dei lotti in ragione dei luogo ove si tengono gl' incanti	Corrispondente oro valore complessivo	Luogo ove si aprirà l'asta	Data della medesima
Provincia	Comune					
Ancona	Sirolo	Rustici	4	31925 00	Direz. ne Dem. le d'Ancona	13 agosto 1864

Ancona, 14 luglio 1864.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

Tabella indicativa dei beni demaniali che si pongono in vendita in esecuzione della legge 21 agosto 1862, num. 793, nella provincia di Abruzzo Citra.

Situazione degli stabili		Se rustici od urbani	Numero complessivo dei lotti in ragione dei luogo ove si tengono gl' incanti	Corrispondente loro valore complessivo	Luogo ove si aprirà l'asta	Data della medesima
Provincia	Comune					
Chieti	Chieti	Rustici ed urbani	12	45759 46	Chieti Direz. ne Dem. le	13 agosto 1864

Chieti, 19 luglio 1864.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

AVVISO D'ASTA

Essendosi fatto in tempo utile l'aumento del quattordicesimo al prezzo di L. 530,390, per cui con verbale del 14 corrente luglio, fu provvisoriamente aggiudicato il pesce fresco e marinato delle valli di Comacchio, ricavabile dalla pesca autunnale dell'anno 1864, si avverte il pubblico che alle ore 11 antimeridiane del giorno di lunedì 8 del mese di agosto prossimo venturo, avrà luogo in questo ministero un nuovo incanto per il definitivo deliberamento dell'impresa stessa col mezzo della candela vergine, ed a favore dell'ultimo migliore offerente.

CONDIZIONI PRINCIPALI

1. Nessuno potrà attendere all'asta senza il preventivo deposito di L. 20,000, in numerario od in titoli del debito pubblico italiano al portatore.

2. Le singole offerte si dovranno fare sulla somma di L. 568,275, cui per effetto del succitato aumento ed in base alla tabella di calcolo normale inserta nei capitoli d'oneri, ammonta in oggi il prezzo dell'impresa, e non potranno essere minori di 25 cent. per ogni 100 lire. Questo aumento s'intenderà però ripartibile proporzionalmente sui prezzi normali attribuiti a ciascuna marca e qualità di pesce dalla tabella stessa, e già aumentati per effetto delle accettate offerte.

3. I capitoli d'onere regolativi del contratto sono visibili a chicchessia tanto in questo ministero quanto negli uffici già menzionati nel precedente avviso in data del 27 giugno ultimo scorso.

Torino, 25 luglio 1864.

Per detto ministero
Il direttore capo della 2.a divisione
E. SEGRÈ.

3822

Il num. 10 del GIORNALE ILLUSTRATO che uscirà il 6 Agosto prossimo, conterrà VITTORIO EMANUELE e ROMA.

3817

MEMORIA sopra alcuni manicomii di Francia e Svizzera, ecc., del dottore G. TONINO, collo schema di uno Statuto fondamentale, per una Società di Patrocinio pei convalescenti di malattie mentali. — Si vende a favore della Società di Patrocinio. = Dirigersi con *vaglia* postale di L. 2 *franco* alla Tipografia G. FAVALE e COMP, Torino.

CITTÀ DI TORINO

Avviso d'asta

Giovedì 4 del mese di agosto, alle ore due e mezza pomeridiane, nel civico palazzo si procederà col metodo dei partiti segreti all'incanto in tre distinti lotti, per l'appalto della provvista di banchi ed altri oggetti di mobilio per le scuole municipali di questa città, e se ne farà il deliberamento a favore di quei concorrenti che avranno proposto maggior ribasso di un tanto per cento sul complessivo prezzo assegnato a ciascun lotto.

I capitolati delle condizioni sì generali che speciali ed i disegni relativi, sono visibili presso l'ufficio d'arte tutti i giorni nelle ore d'ufficio. 3787

CASA DA VENDERE

In Casale Monferrato, reddito annuo lire 1200.

Dirigersi ivi dal signor causidico capo Bruna Carlo, ed a Torino agli eredi di Samuele Biolley, via della Palma, vicolo della Campana, casa propria.

CASA DA VENDERE

In Alessandria, reddito annuo L. 1200.

Dirigersi ivi dal signor don Robutti ed a Torino agli eredi suddetti.

DA RIMETTERE IN TORINO

L'antico e ben avviato negozio di rame ed altri metalli, in via della Palma, con ampli magazzeni al piano terreno ed alloggio al primo piano. Dirigersi agli eredi suddetti.
3818

3195 CITAZIONE

PER PUBBLICI PROCLAMI.

(2.a *pubblicazione*)

I signori principessa donna Maria Malvezzi, conti Girolamo e Piriteo Ranuzzi, anche come eredi del fratello fu conte Angelo, Luigi, Carlo e Giuseppa fratelli e sorella Zafferri, domiciliati in Bologna, rappresentati dai procuratori avv. Giuseppe Minelli e Gaetano Berti, volendo portare innanzi al tribunale di circondario di Bologna, a termini del R. Decreto 4 aprile 1861, N. 4706, una causa da essi signori principessa Malvezzi e conti Ranuzzi in unione al conte Fava, già promossa con citazione estradata il 24 settembre 1850 innanzi al cessato tribunale civile di prima istanza di detta città, e nella quale era stato proferito opinamento sino dal 22 gennaio 1853 come agli atti esistenti nel fascicolo N. 8563 dell'anno 1850 richiamato, ricorsero al prefato tribunale di circondario; il quale con decreto del 25 giugno corrente e col voto del pubblico ministero ha prescritto la citazione personalmente ai signori:

1. Conte Guglielmo Fava Ghisilieri; 2. conte comm. Carlo Pepoli; 3 a 6. marchesi Lodovico, Filippo, mons. Don Teodoro e Francesco Calvi, figli ed eredi del fu march. Giuseppe, tutti domiciliati in Bologna, il signor marchese Francesco Calvi però tenente nell'armata, ora dimorante in Bologna, coi quali vengono pure citati anche personalmente i signori:

7 e 8. Margherita Accursi in unione al marito Giuseppe Malaguti; 9. Vincenzo Malaguti, tanto in suo particolare quanto come legittimo amministratore e rappresentante del figlio Luciano minore, tutti domiciliati alla Palata Pepoli, comune di Crevalcore; 10 e 11. Zelinda Malaguti in unione al marito Cesare Balboni, domiciliati a Renazzo, provincia di Ferrara, gli ultimi tre anche quali eredi della fu Clorinda Accursi; 12 e 13. Rossi Malaguti Alessandro e Gaetano Rossi in suo particolare e nella qualità di avolo paterno e rappresentante i minori Arrigo e Aldo Rossi, domiciliati in Bologna, ed ha poi con tale decreto autorizzato la citazione per pubblici proclami col termine infradicendo, ordinando la inserzione per tre volte nel *Monitore di Bologna*, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nei giornali che si pubblicassero a Modena e Ferrara.

In virtù pertanto del detto decreto 25 corrente,

Sono citati per pubblici proclami tutti gli aventi gius od interesse nella suddetta causa, e specialmente i seguenti oltre i sunnominati, e cioè:

I rappresentanti la eredità ed il cessato fedecommesso del fu Giuseppe Malaguti (oltre il suddetto sig. Alessandro Rossi), signori:

14 e 15. Rosalia Colombo Quattrofrati in unione al marito Pietro Biavati, domiciliati a Crevalcore; 16. Stanislao Tomeazzi Malaguti, domiciliato a Savignano di Modena.

E in sostituzione al sottoscritto avvocato Minelli, qual curatore dei futuri chiamati a detto fedecommesso (oltre il suddetto sig. Gaetano Rossi), i signori:

17, 18 e 19. Cesare, Alessandro e Geminiano Petronio Tomeazzi, domiciliati a Crevalcore.

Gli eredi e successori del fu Giovanni Borsari:

20, 21, e 22. Carlo, Luigi e Giovanni Borsari anche come eredi del loro padre fu Gaetano, domiciliati a Palata; 23 e 24. Carolina Borsari fu Gaetano in unione al marito Geremia Bergamini, domiciliati a Palata; 25 e 26. Domenica Borsari q. Gaetano in unione al marito Felice Bertolotti, domiciliati a Palata; 27 e 28. Elisabetta Borsari q. Gaetano in unione al marito Giuseppe Tassinari, domiciliati a Renazzo; 29 e 30. Maria Borsari q. Gaetano in unione al marito Alessandro Guazzalocca, domiciliati a Renazzo; 31. Massimiliano Borsari q. Geremia, domiciliato a Corpo di Reno Centese, provincia di Ferrara; 32 e 33. Pietro e Silvestro Borsari figli ed eredi del fu Francesco q. Silvestro, domiciliati alla Bevilacqua, comune di Crevalcore; 34. Paolo Borsari q. Domenico, domiciliato nel comune di San Giovanni in Persiceto; 35 e 36. Gaspare ed Eugenio Borsari figli ed eredi del fu Angelo q. Silvestro, domiciliati a Finale provincia di Modena; 37 a 40. Diofebo, Alessandro, Massimiliano e Giuseppe Borsari, figli ed eredi del fu Nicolò q. Luigi, residenti a Bondeno provincia di Ferrara; 41 e 42. Giovanni Borsari e Rosa Mondioli, quale madre e tutrice di Ferdinando Borsari, milite nel 40 reggimento fanteria, figli ed eredi del fu Vincenzo q. Luigi, domiciliati a Bondeno; 43 a 48. Giuseppe, Luigi, Alessandro, Giovanni e Gaetano, Borsari q. Antonio, domiciliati nel comune di Bondeno, e detto Gaetano milite nel 52 reggimento fanteria; 49. Carlo Borsari q. Luigi, già domiciliato alla Galeazza comune di Crevalcore, del quale s'ignorano residenza, domicilio e dimora.

Gli eredi e successori del fu Francesco Accursi Seniore (oltre quelli nominati di sopra ai N. 7, 9, 10), *signori*:

50, 51 e 52. Pietro, Paolo e Francesco Accursi, domiciliati a Palata; 53. Rosa Accursi ved. Breveglieri, domiciliata a Crevalcore; 54. Carlo Lodi figlio ed erede della fu Geltrude Accursi, domiciliata a Cento, provincia di Ferrara; 55, 56 e 57. Pietro, Giovanni e Serafino Lodi q. Antonio, altro figlio ed erede di detta Geltrude, domiciliati alla Galeazza; 58. Antonio Mantovani, figlio ed erede della fu Annunziata Accursi, domiciliato a Renazzo,

59. Gaetano Mantovani in suo particolare e nella qualità di avolo paterno e rappresentante delli minori Anna e Pompeo Mantovani q. Giovanni altro figlio ed erede di detta Annunziata domiciliato a Renazzo; 60. Diotallevio Montanari in qualità di tutore e rappresentante del di lui nipote Carlo Montanari successore mediato di Carolina Accursi, domiciliato con esso a S. Matteo della Decima, comune di S. Gio. in Persiceto; 61. Giovanni Montanari in qualità di tutore e rappresentante la di lui nipote Anna Montanari succeduta mediatamente a detta Carolina, domiciliato con essa nipote a Renazzo. E tutti i prenominati dal N. 53 al N. 61 anche in qualità di eredi e successori della fu Elisabetta Accursi.

62. Gaetano Tassinari domiciliato a Renazzo.

63, 64 e 65. Gio. Battista, Antonio e Oliva Vitali domiciliati al Finale; 66 67. Rosa Vitali in unione al marito Antonio Bachi domiciliati a Casumaro provincia di Ferrara; 68 e 69. Giuseppe Vitali q. Angelo, e Luigia Fiorini quale tutrice di Vincenzo e Rosa Vitali altri figli di detto Angelo domiciliati a Finale; e detti Vitali anche quali eredi e successori della fu Francesca Tassinari, e insieme con Gaetano Tassinari della fu Elisabetta Tassinari.

70 a 73. Giuseppe e Alessandro Govoni e Rosa Govoni in unione al marito Giacomo Govoni domiciliati a Renazzo; 74. Giuseppe Fabbri in suo particolare e in qualità di amministratore e rappresentante di Antonio o Gaetano, unico figlio di lui e della fu Maria Govoni eredi della medesima domiciliato a Renazzo.

A comparire dinanzi al soprascritto tribunale di circondario in Bologna nel termine di giorni venti decorribili dalla terza inserzione nei giornali anzidetti.

Per udire in via anche di riassunzione della causa anzidetta e con intervento ancora dei procuratori già costituiti in causa signori avvocato Gio. Battista Vecchietti, avvocato Nicola Cocchi, avvocato Natale Tagliavini e avvocato Lazzaro Baldini, ai quali verrà fatta opportuna denuncia, provvedersi sulla domanda degli instanti, e cioè: che sia principalmente assegnato un breve e perentorio termine ai sunnominati sig.: conte Fava, conte Pepoli, e marchese Calvi, Margherita Accursi, Vincenzo, Luciano e Zelinda Malaguti, a costituire nuovi procuratori in luogo dei signori dottore Ceschetti e dottore Mattei defunti, e dottore Baroni che cessò dall'officio, dai quali erano rispettivamente rappresentati.

Che conseguentemente sia riproposta la causa stessa e le istanze fatte nella citazione introduttiva della medesima, e di conformità anche all' opinamento sumentovato, ma con riguardo alle ragioni dei signori Zafferri a termini di diritto, siano ammesse tali istanze: inibendo ai signori conte Pepoli ed eredi Calvi, Malaguti e Borsari lo svincolo delle somme tuttora dovute dagli Accursi; ordinando ai signori conte Pepoli ed eredi Malaguti e Borsari la cessione dei loro diritti ipotecari contro gli Accursi, e condannando in fine gli Accursi a pagare mediante deposito la somma di 14520 scudi romani pari a italiane lire 77246 40, da essi dovuta per capitale e frutti a tutto il 2 giugno 1850 e gli ulteriori frutti decorsi e decorrendi, meno ciò che si giustificasse da essi legittimamente pagato, colla condanna degli stessi Accursi nei danni, interessi e spese e degli altri citati nelle spese.

Bologna, 26 giugno 1864.

Giuseppe Minelli proc.
Gaetano Berti proc.

3788 **FALLIMENTO**

di Martinengo Giacomo, già fabbricante e negoziante di fiori artificiali, e domiciliato in Torino, sul corso di San Maurizio, numero 17, avente anche uno stabilimento commerciale in via delle Rosine, num. 1.

Il tribunale di commercio di Torino con sentenza del 26 corrente mese, ha dichiarato il fallimento di detto fiorista Giacomo Martinengo, ha ordinato l'apposizione dei sigilli sui mobili ed effetti di commercio del fallito, ha nominato sindaco provvisorio il signor Giovanni Fontana residente in Torino, ed ha fissato la monizione ai creditori di comparire pella nomina dei sindaci definitivi alla presenza del signor giudice commissario Enrico Martinolo alli 11 d'agosto prossimo, alle ore 9 di mattina, in una sala dello stesso tribunale.

Torino, 29 luglio 1864.

Avv. Massarola sost. segr.

3789 **FALLIMENTO**

di Chiapella Francesco Maria, già fotografo e domiciliato in Torino, via San Massimo, num. 9.

Il tribunale di commercio di Torino, con sentenza del 26 corrente mese, ha dichiarato il fallimento di detto Chiapella Francesco, ha ordinato l'apposizione dei sigilli sui mobili ed effetti di commercio del fallito, ha nominato sindaci provvisorii li signori Cassone Giuseppe ed Olinto Zacchia residenti in Torino, ed ha fissata la monizione ai creditori di comparire pella nomina dei sindaci definitivi alla presenza del sig. giudice commissario Enrico Martinolo alli 11 di agosto prossimo, alle ore 10 di mattina, in una sala dello stesso tribunale.

Torino, 29 luglio 1864.

Avv. Massarola sost. segr.

3813 NUOVO INCANTO

All'udienza pubblica del tribunale di circondario di Cuneo delli 13 agosto prossimo venturo, ore 11 di mattina, avrà luogo la vendita ai nuovi pubblici incanti del corpo di casa posto in Cuneo, reg. Stura, isola 21, al numero di mappa 10136, proprio di Teresa Bonetto vedova Riccardi, residente in Cuneo, e con sentenza del detto tribunale del 6 corrente deliberata all'instante creditrice signora Marianna Revel vedova di Angelo Bernardi, tanto in proprio che qual tutrice del minore di lei figlio Pietro, al prezzo di L. 3300, in seguito ad aumento di sesto fatto dal signor Pietro Luciano fu Pietro di Cuneo, sul detto corpo di casa, il quale verrà esposto al nuovo incanto fissato con decreto del 22 corrente luglio, al prezzo aumentato di L. 3850 ed alle condizioni risultanti dal relativo bando visibile nello studio del sottoscritto.

Cuneo, 29 luglio 1864.

Gius. Falco sost. Luciano proc.

3807 CITAZIONE

Volendo la Catterina Frasca, moglie a Molineri Antonio, dimoranti a Vidracco, provvisti di admissione al beneficio dei poveri con decreto del sig. presidente del tribunale 13 dicembre 1863, ottenere dai propri fratelli Frasca Michele, Guglielmo e Giovanni la legittima sulla successione del rispettivo padre Giuseppe, sollecitò contro dei medesimi l'atto di citazione 23 febbraio scorso. Comparsi però li Michele e Guglielmo, ed avendo denunciato che il Giovanni risiede da alcuni anni in America, l'attrice sollecitò contro il medesimo altro atto scritto il 31 maggio scorso, previa consegna del doppio al pubblico ministero presso il prefato tribunale, con altro atto 18 successivo giugno, conformemente alle prescrizioni di cui all'art. 62 della vigente procedura; ed in obbedienza alle disposizioni dello stesso articolo di legge relativo al precedente 61, si rende quanto avanti di pubblica ragione.

Ivrea, il 20 luglio 1864.

Guglielmetti proc. esercente.

Torino, Tip. G. FAVALE e Comp.